

Six mois après Chido, l'urgence de l'accès à l'eau potable

Dossier de la rédaction de H2o
June 2025

Six mois après le passage du cyclone Chido, les bidonvilles de l'archipel n'ont toujours pas d'accès suffisant à l'eau potable et l'assainissement. La crise de l'eau, structurelle sur le territoire, n'est pas résolue et contribue à alimenter les maladies (hausse de la fièvre typhoïde, épidémie de chikungunya). Pourtant, le projet de loi pour la refondation de Mayotte n'est pas à la hauteur des besoins. Adopté par le Sénat, il sera examiné par les députés en séance publique à partir du 23 juin.

Le 14 décembre 2024, le cyclone Chido s'abattait sur Mayotte, entraînant un bilan humain officiel de 40 morts, 41 disparus et plusieurs milliers de personnes sinistrées. Le bilan matériel était catastrophique avec une dévastation totale des bidonvilles, des réseaux d'eau et d'électricité. Une crise de plus pour le département le plus pauvre de France, où 70 % de la population vit avec moins de 1 216 euros par mois, contre 14 % dans l'hexagone. Six mois après le passage du cyclone, Solidarités International constate que les conditions de vie dans les quartiers d'habitats précaires n'ont toujours pas retrouvé leur niveau - déjà alarmant - d'avant Chido. Aujourd'hui encore, près d'un tiers des habitants de l'île ne sont pas raccordés au réseau d'eau potable, contre moins de 0,01 % en France hexagonale. Malgré les multiples annonces gouvernementales prévoyant des réponses concrètes à la situation, Nolise Duloutre, responsable juridique et plaidoyer pour l'ONG (Mission France) constate que "les textes récents, en discussion en mai et juin 2025, sont focalisés sur la lutte contre l'immigration et ne comportent que peu, voire pas, de mesures concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement". Cette absence est d'autant plus préoccupante au regard de la dangereuse épidémie de chikungunya qui sévit actuellement dans l'archipel. Parmi les autres maladies hydriques à explorer, l'explosion des cas de fièvre typhoïde inquiète grandement les équipes sur place.

Solidarités International appelle les pouvoirs publics à considérer les installations en eau, hygiène et assainissement comme "infrastructures essentielles" au même titre que les hôpitaux et les établissements scolaires. Il est urgent de renforcer et d'étendre les dispositifs existants pour fournir des solutions adéquates et sécurisées à tous les habitants du département. Dans le cadre de son observatoire de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement à Mayotte, l'ONG publie un nouveau rapport sur les maladies hydriques et vectorielles [disponible le 18 juin].

Observatoire Mayotte